

AVANT-PROPOS

Le bateau ivre

Le système éducatif fait penser à un bateau ivre, prenant l'eau de toutes parts, naviguant sur la mer des Tempêtes et livré aux courants d'Opinion. Son Capitaine doit emmener 80 % des passagers jusqu'au bac qui les conduira au Port de l'Emploi et au Monde du Savoir. Les billets sont gratuits. Les passagers accèdent par ancienneté de la dernière classe à la première, et ont droit à plusieurs passages du bac. Malgré tout, certains empêchent de tenir le cap. Par ailleurs, le bâtiment peut être attaqué par des Pirates venus des mers outre Périphérique. L'équipage en grande difficulté exige du Capitaine de nouvelles recrues. Cela permettrait d'attendre la Quille, malheureusement sans cesse repoussée par les princes d'Énarchie. Le Capitaine pourrait aussi, comme jadis, distribuer des rations supplémentaires de rhum pour doper les marins. Hélas, la Tempête Financière a vidé les tonneaux pour sauver les vaisseaux bancaires en perdition. Faute de rhum, on ne remplace plus qu'un marin sur deux. Que peut faire le Capitaine ? Convoquer des États Généraux, mais, pas plus que des Assises et autres Débats, ils n'ont jamais donné de réponse. Ils ne servent qu'à récupérer quelques

gouttes de rhum oubliées et à faire patienter jusqu'à la Tempête suivante.

Ce texte, entre humour noir et dérision, montre mon inquiétude pour l'avenir de nos enfants et de notre société. Ce sentiment m'a incité à réfléchir sur les façons de rétablir une situation saine dans le système éducatif, préparant l'avenir au lieu de l'obérer. J'ai donc rédigé cet essai, qui fait suite à un précédent : *Démocratie et libéralisme* (L'Harmattan, 2010) dans lequel j'explique ma conviction que le libéralisme est la seule philosophie politique qui donne une solution non pas parfaite, mais acceptable aux problèmes sociaux actuels.

Contrairement à une opinion largement répandue, la générosité, la moralité, l'honnêteté sont des conditions nécessaires au libéralisme politique sans lesquelles il ne mène qu'à un capitalisme égoïste, matérialiste et indécent. Le libéralisme politique est une philosophie de la vie qui revendique la liberté et la responsabilité de l'individu non pas pour en accroître les richesses, mais pour en assurer la dignité. Il est fondé sur le refus de l'intrusion d'autrui dans sa vie personnelle, et, en toute logique, le refus d'intervenir chez le voisin. La liberté de l'individu, socle du libéralisme, ne peut donc s'exercer que dans le respect de celle de tous, et c'est cet exercice contrôlé de la liberté qui régule les relations sociales, l'économie, la culture, et qui prépare l'avenir.

Cet avenir paraît bien compromis. Tocqueville avait bien évalué le risque de la situation que nous connaissons actuellement, celle d'une administration omnipotente qui s'est substituée à la liberté individuelle :

Au-dessus de ceux-là [les citoyens] s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. Il est absolu, détaillé, prévoyant et doux. Il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril ; mais il ne cherche, au contraire, qu'à les fixer irrévocablement dans l'enfance ; il aime que les citoyens se réjouissent, pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir. Il travaille volontiers à leur bonheur ; mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre ; il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige leur industrie, règle leurs successions, divise leurs héritages ; que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ?¹

Le refus des dominations, la liberté de penser et d'entreprendre, le respect d'autrui, l'égalité des droits, la responsabilité individuelle, la liberté religieuse... sont les valeurs promues par la Révolution française de 1789 dont on a bien oublié que l'idéologie était initialement libérale. Ces valeurs constituent le contenu du message que les adultes doivent transmettre à la jeunesse pour assurer leur avenir dans un État démocratique. Comment ? Par

¹ A. de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, tome II, p. 367 et 385, Garnier Flammarion, Paris, 1835 (ed. 1981).

l'éducation familiale, bien sûr, mais aussi par l'enseignement et l'intégration.

Mon choix de traiter de l'éducation s'explique donc par son importance fondamentale pour l'avenir de la société démocratique.

Les enseignants sont unanimes sur l'existence de nombreux dysfonctionnements dans le système éducatif ; ils ne les connaissent d'ailleurs pas tous et sont bien sûr responsables de certains. Ils ne sont pas d'accord sur les remèdes, même s'ils réclament tous – à tort ou à raison – des moyens financiers et des personnels supplémentaires. L'augmentation du budget de l'Éducation nationale est évidemment impossible compte tenu de la dette publique et du déficit budgétaire qui croissent en permanence depuis plus de trente ans, bien avant la crise financière de 2008 qui a simplement – et trop – accéléré le mouvement. On ne peut envisager au mieux qu'un redéploiement des moyens, et c'est sous cette contrainte qu'il faut repenser le système éducatif, sa finalité et sa structure, pour régler les problèmes sociaux créés au fur et à mesure par ses dysfonctionnements.

On trouve sous la plume d'un philosophe comme Jean-Claude Michéa une description presque identique des difficultés d'enseigner que celle que j'ai proposée dans mes billets publiés mensuellement dans la *lettre internet* de l'éditeur Fabert et dont certains, comme *Le bateau ivre* donné précédemment, figurent dans cet essai. Ce sont les explications qui sont différentes, et il faut reconnaître à celles de Jean-Claude Michéa une logique assez

convaincante fondée sur un procès d'intention – crédible – contre les classes dominantes du capitalisme mondial. Ce procès consiste à les accuser de pervertir l'éducation pour transformer les élèves et les adultes qu'ils deviendront en simples consommateurs et non en citoyens responsables.

Je ne partage pas les conclusions de Jean-Claude Michéa, que je trouve beaucoup plus critiques et idéalistes que constructives et pragmatiques. Ses propositions sont fondées sur la notion introduite par George Orwell de « décence commune », qui prête aux classes populaires des vertus qu'il propose d'ériger en système. D'autres auteurs, regroupés dans le Mouvement Anti Utilitariste en Sciences Sociales (le MAUSS), constatent l'impuissance relative du rationalisme à régler la totalité des problèmes sociaux et préconisent une économie fondée sur le don. La mise en œuvre de ces utopies ne ferait qu'accentuer les difficultés économiques actuelles en augmentant les prélèvements obligatoires, poursuivre la dégradation des relations sociales en substituant à la solidarité entre individus une aide sociale administrative aliénante, et remplacerait la démocratie par un totalitarisme dont le vingtième siècle a vu les effets désastreux. La bonne foi, la générosité, l'ouverture d'esprit, la solidarité ne font pas un système sans homme en recherche de pouvoir guidé par l'intérêt financier, ni une société sans conflit. Ceux qui, après une recherche effrénée du pouvoir, finissent par y accéder, sont peu à peu aveuglés par leur réussite et prisonniers des moyens qu'ils ont utilisés pour y parvenir. C'est le pouvoir qu'il faut limiter, parce que les gens de pouvoir sont

souvent les mêmes dans tous les régimes et à toutes les époques.

L'échec du socialisme en Union soviétique et dans les démocraties populaires est évident et ne résulte pas d'une déviation quelconque de cette philosophie politique. Ce n'est pas le stalinisme qui est responsable de la chute de l'URSS, c'est le socialisme lui-même parce qu'au plan économique, social et culturel, il impose une planification fondée sur l'hypothèse d'un progrès scientifique continu proposant une explication de plus en plus complète du monde physique, humain et social. Ce positivisme, généré au dix-neuvième siècle par les progrès de la mécanique classique, renforcé actuellement par le développement des nouvelles technologies, suppose que l'on peut toujours trouver une solution rationnelle aux problèmes humains, économiques et sociaux. Cette hypothèse, elle-même irrationnelle comme il est montré dans l'essai, également contestée par le MAUSS, ne peut conduire qu'à la création d'une société humaine structurée comme une fourmilière attribuant définitivement un rôle précis à chacun de ses membres, confiant un pouvoir exorbitant à ses dirigeants, c'est-à-dire à l'échec de l'humanisme et à la perte de la dignité humaine.

La science permet bien sûr une meilleure connaissance du réel, mais elle fait prendre aussi conscience de l'ignorance de l'homme devant la complexité du monde des choses, des hommes et des sociétés. Le progrès scientifique est un processus continu qui augmente à la fois les mondes connus et inconnus, et pose d'autant plus de nouvelles questions qu'il donne des réponses aux

précédentes. Ce progrès scientifique n'est pas toujours associé à un progrès social. On ne peut compter sur la science pour proposer un modèle social complet donnant satisfaction à tous. Imposer un tel modèle aboutit nécessairement à la situation inverse, c'est-à-dire à l'insatisfaction généralisée, du fait que les hommes, *gérés* dans un tel modèle comme des objets, sont en réalité des sujets, des agents : ils ont conscience d'eux-mêmes, sont actifs dans les lieux de décision, réagissent à leur environnement, et mal si on les prive de liberté. La création d'une sorte de fourmilière humaine condamne l'individu au malheur du fait de la nature de l'être humain.

Le rétablissement de la situation du système éducatif ne peut donc résulter de théories globales issues des sciences humaines et de l'éducation dont l'objectif est de régler les comportements et qui ne s'appliquent qu'au grand nombre. Il n'existe pas plus de modèle prévisionnel pour l'enseignement que pour l'économie. Un modèle s'ajuste aux observations, décrit un ensemble complexe de relations nécessairement approximatives, mais son application en dehors de l'ensemble des observations utilisées pour la construction du modèle est très limitée, surtout dans le champ des sciences de l'homme et de la société. En outre, la relation pédagogique, comme toute relation humaine, n'est pas réductible à une liste de codes indispensable à cette modélisation.

La tendance générale actuelle consiste au contraire à modéliser les faits économiques et sociaux au lieu de laisser les expériences se faire, échouer ou réussir. Dans un État providence, les fonctionnaires évaluent les besoins

économiques, sanitaires et éducatifs, en termes quantitatifs et qualitatifs, et octroient – ou non – la liberté d’agir, en fonction des prévisions et des valeurs qu’il promeut.

Dans le système éducatif, nous sommes restés dans l’idéologie des physiocrates, qui veulent que l’État ait le monopole de l’enseignement pour créer un homme nouveau empêchant l’avènement du despotisme. Condorcet et Tocqueville ont clairement expliqué que Quesnay se trompe sur un point : le fait que la nation soit « éclairée » ne suffit pas à empêcher le retour du despotisme et de l’obscurantisme si la source de lumière est unique. On en a eu la confirmation dramatique en Allemagne entre les deux guerres mondiales, en URSS jusqu’en 1989, et dans tous les pays qui ont placé ou placent encore leur jeunesse sous la coupe unique des gouvernements, dictatures ou théocraties.

En France, la grande majorité des enseignants de l’école publique partage les convictions des physiocrates. Tous les hauts responsables actuels et passés de l’Éducation nationale suivent implicitement cette politique et sont persuadés du bien-fondé des objectifs du système actuel. L’enseignement privé, dans sa quasi-totalité, a signé une convention avec l’État qui limite considérablement sa liberté. Par les écoles publiques et son contrôle de l’enseignement privé, l’État est devenu le seul formateur institutionnel de la jeunesse, la seule source de lumière. Par le rôle éducatif qu’il s’est attribué, il se substitue aux parents dans des domaines qui relèvent de la vie privée. C’est lui qui définit l’intérêt général sous l’influence d’idéologies scientifiques puissantes et qui

impose les démarches pédagogiques et éducatives appliquées dans les écoles. Le « *pouvoir immense et tutélaire* » de l'État est pour Tocqueville une « *forme particulière de la tyrannie que l'on nomme le despotisme administratif* »², caractérisée par la volonté de transformer les hommes pour régler les problèmes sociaux, c'est-à-dire de créer un homme nouveau. C'est la situation actuelle dans laquelle se trouve le système éducatif.

La primauté de l'intérêt général sur les intérêts particuliers crée un conflit entre le pouvoir politique et les familles, dont les manifestations massives pour la défense de l'enseignement privé (contre la loi Savary) en 1984, sont l'expression dans le domaine éducatif. Ce ne sont pas les élèves qui ont manifesté, mais leurs parents, et c'est là une grande différence avec tous les mouvements d'élèves et d'étudiants qui ont suivi. Ce conflit est évidemment moins violent dans un État providence que dans d'autres pays soumis à une dictature, mais plus insidieux lorsque le pouvoir démocratique cherche par le monopole de l'éducation à pénétrer les esprits alors que la dictature cherche par la contrainte physique à maîtriser les corps : le but est le même, réduire la liberté de penser pour mieux *gérer* la société, dans l'intérêt mal compris de ses membres en démocratie, au bénéfice d'une classe sociale dans une oligarchie, d'une famille dans une dictature, d'un dieu dans une théocratie.

Pour profiter des libertés offertes par la démocratie, chacun doit acquérir ses propres lumières, dans le

² A. de Tocqueville, *op. cit.*, tome I, p. 260, 1835.

pluralisme des idées et le respect des valeurs communes nécessaires à la liberté de tous. Le principe de l'éducation, c'est d'aider les jeunes à acquérir la liberté de jugement et de choix, à devenir responsable de leurs actes et à respecter la liberté d'autrui. Une fois ces valeurs intégrées, ils sont aptes à participer à la construction permanente de la démocratie.